



MINISTÈRE DES ARMÉES

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX PASSE SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE,
en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique

CADRE RESERVE A LA NOTIFICATION			
N° du marché : 2021BDXSAI			
Date de notification par voie dématérialisée : (date d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public)			
Montant du marché T.T.C en euros :			
EJ CHORUS :			
Objet du marché : 79 - Saint-Maixent - Caserne Marchand - Bâtiment 0022 - Rénovation du Musée du sous-officier			
Numéro de projet : 21116			
<u>Lot N° 1 : Retrait des matériaux amiantés et plombifères</u>			
DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :		Jeudi 18 novembre 2021 à 16H00	
COSI :		457163	
GROUPE MARCHANDISE :		36.02.06	
CODE CPV :		45262660-5 Travaux de désamiantage	
RUBRIQUES DESTINATAIRES DU CADRE DE FACTURATION A4 OU A7			
NUMERO de Siret de l'ESID de Bordeaux pour envoi des projets de décompte		130 001 902 000 27	
Numéro du service exécutant		D10711C033	<input type="checkbox"/>
Numéro de service MOE pour envoi des projets de décompte		USID DE SAINT MAIXENT D10711C033_04	<input checked="" type="checkbox"/>

A. IDENTIFIANTS**A1. Identification de la personne morale de droit public qui passe le marché :****Etat - Ministère des Armées****Pouvoir adjudicateur :**

Monsieur le directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Bordeaux

Arrêté du 9 mars 2015 modifiant l'arrêté du 22 juin 2007 portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataires des marchés publics et des accords-cadres au ministère de la défense.

Interlocuteur PME (pour les questions relatives au financement et aux paiements) :

Chef du bureau exécution de la dépense de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Bordeaux

Caserne Nansouty - 223 rue de Bègles - CS 21152 - 33068 Bordeaux cedex - Tél. : 05.57.85.17.56

Représentant du Maître d'œuvre :

Monsieur le chef de la section gestion du patrimoine de l'unité de soutien de l'infrastructure de la défense de Saint-Maixent-Poitiers - Caserne Coiffe - 79400 Saint-Maixent-l'Ecole

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R 2191-60 à R 2191-61 du code de la commande publique :

Monsieur le directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Bordeaux

Comptable assignataire public :

Direction Départementale des Finances Publiques (DDFiP) des Landes

23 rue Armand Dulamon - BP 309 - 40011 Mont-de-Marsan cedex

A2. Candidat – le titulaire☐ **Le candidat se présente seul :**

- Nom prénom :

Agissant pour son propre compte ☐pour le compte de la société ☐

- Raison sociale de la société :

- Adresse de la société :

- Téléphone :

- Courriel :

N° SIRET de la société

- Compte à créditer (joindre un RIB) :

CODE RIB/RIP	CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° DE COMPTE	CLE

PME* Oui ☐ Non ☐

**sont considérées comme des petites et moyennes entreprises (PME) les entreprises dont l'effectif ne dépasse pas 250 personnes et dont le chiffre d'affaire est inférieur à 50 M € (ou total de bilan inférieur à 43 M €) (décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 – publié au JO le 20 décembre 2008 relatif à la définition des PME).*

En cas de groupement :

Nous nous engageons sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**.
(Déclarer chaque membre du groupement comme suit)

- Cotraitant n° 1 – Mandataire :

- Nom prénom :

Agissant pour son propre compte ☐pour le compte de la société ☐

- Raison sociale de la société :

- Adresse de la société :

- Téléphone :

- Courriel :

N° SIRET de la société

- Compte à créditer (joindre un RIB) :

CODE RIB/RIP	CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° DE COMPTE	CLE

PME* Oui ☐ Non ☐

**sont considérées comme des petites et moyennes entreprises (PME) les entreprises dont l'effectif ne dépasse pas 250 personnes et dont le chiffre d'affaire est inférieur à 50 M € (ou total de bilan inférieur à 43 M €) (décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 – publié au JO le 20 décembre 2008 relatif à la définition des PME).*

- Cotraitant n° 2 ⁽¹⁾ :

- Nom prénom :

Agissant pour son propre compte ☐pour le compte de la société ☐

- Raison sociale de la société :

- Adresse de la société :

- Téléphone :

- Courriel :

N° SIRET de la société

- Compte à créditer (joindre un RIB) :

CODE RIB/RIP	CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° DE COMPTE	CLE

(1) Cadre à recopier autant de fois que de membres du groupement

PME* Oui ☐ Non ☐

**sont considérées comme des petites et moyennes entreprises (PME) les entreprises dont l'effectif ne dépasse pas 250 personnes et dont le chiffre d'affaire est inférieur à 50 M € (ou total de bilan inférieur à 43 M €) (décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 – publié au JO le 20 décembre 2008 relatif à la définition des PME).*

☐ **Groupement solidaire (compte commun)**

A compléter :

Compte ouvert à l'organisme bancaire :				
à :				
au nom de :				
CODE RIB/RIP	CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° DE COMPTE	CLE

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

B. MARCHÉ**Article 1^{er} - Montant du marché**

Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global forfaitaire égal à :

- montant hors T.V.A. : €
- T.V.A. au taux de %, soit : €
- montant T.T.C. : €

Soit montant T.T.C., arrêté en toutes lettres :

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la répartition des montants est à répartir entre chaque membre du groupement :

Nom des membres du groupement	Montant H.T.	T.V.A. à%	Montant T.T.C.
1 – Mandataire :			
2 -			
3 -			
Total			

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux en cas de dépassement du montant contractuel est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre et ne donne droit à aucune indemnité.

Article 2 - Sous-traitance

L'annexe DC4 au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance. Le montant des prestations sous traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

☐ **Prestataire unique,**

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est de :
 Montant hors T.V.A.

☐ **Groupement d'opérateurs économiques,**

Le montant total des prestations que nous envisageons de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

N° et noms des membres du groupement	Montant hors T.V.A.
1	
2	
3	
4	
5	
Total	

Article 3 - Délai d'exécution du marché

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est de 8 mois, période de préparation de 2 mois comprise.

Le délai de la période de préparation part de la date fixée par l'ordre de service qui en prescrira le commencement.

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux allotis part à compter du lendemain de la date d'expiration de la période de préparation.

Le calendrier détaillé d'exécution, définissant les périodes d'intervention de chaque lot, devra être approuvé par le pouvoir adjudicateur au plus tard 10 jours avant la fin de la période de préparation.

Article 4 - Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/Travaux, le marché est constitué par les documents contractuels ci-dessous énumérés par ordre de priorité :

- le présent document valant acte d'engagement et Cahier des Clauses Administratives Particulières avec ses annexes éventuelles,
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes éventuelles,
- la décomposition du prix global et forfaitaire,
- le mémoire technique fourni par l'entreprise dans son offre,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par **arrêté du 30 mars 2021**,
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux,
- le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S.-D.T.U.) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du Ministre chargé de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire,
- le plan général de coordination (P.G.C),
- le rapport initial de contrôle technique (R.I.C.T),
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut.

Article 5 - Clauses de financement et de sécurité

5.1 - Retenue de garantie

Sans objet.

5.2 - Avance

Une avance peut être versée au titulaire du marché en application des articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du code de la commande publique.

Une avance d'un montant de 20 % du montant initial toutes taxes comprises du marché est versée au titulaire conformément aux articles R. 2191-6 à R. 2191-10 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute en application des articles R. 2191-11 à R. 2191-12 du code de la commande publique.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai de trente (30) jours comptés à partir de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution de la période de préparation du marché.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants conformément aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai de trente (30) jours comptés à partir de la date de notification de l'acte spécial au titulaire.

- ☐ le titulaire refuse de percevoir l'avance
- ☐ le titulaire ne refuse pas de percevoir l'avance

Article 6 - Nature des prix

Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global forfaitaire indiqué à l'article 1^{er}.
Les prix sont fermes et actualisables.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix est le BT 50 Rénovation – Entretien tous corps d'état.

L'index de référence est publié au bulletin officiel de l'INSEE (www.indices.insee.fr) et au moniteur des travaux publics et du bâtiment.

Par dérogation à l'article 12.2 du C.C.A.G. Travaux, les primes, pénalités et indemnités ne sont pas actualisées.

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I(d - 3) / I_0,$$

dans laquelle I_0 et $I(d - 3)$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois $(d - 3)$ par l'index de référence I du marché sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG Travaux, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres indiquée en page de garde du présent document. Ce mois est appelé « mois zéro ». En cas de négociation, le mois zéro est le mois de remise de la dernière offre négociée.

Article 7 - Modalités de règlement par virement des acomptes et du solde

Par dérogation à l'article 10.4 du C.C.A.G. travaux, il n'est pas prévu de versement d'acompte sur approvisionnement.

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions de l'article 12.1 du C.C.A.G travaux.

Chaque projet de décompte devra porter obligatoirement les informations suivantes :

- numéro et objet du marché,
- numéro d'engagement juridique EJ - CHORUS (numéro noté en page de garde de l'acte d'engagement du marché notifié).

En application de l'article 12.1.6 du C.C.A.G Travaux, les projets de décompte seront adressés par le titulaire (mandataire en cas de cotraitance) au maître d'œuvre via l'interface CHORUS PRO ONGLET FACTURES TRAVAUX <https://chorus-pro.gouv.fr>

Cadre de facturation **A4** : projet de décompte **mensuel** déposé par un fournisseur.

Cadre de facturation **A7** : projet de décompte **final** déposé par un fournisseur.

Le modèle de dossier de facturation à adresser au maître d'œuvre (MOE) (projet de décompte, situation d'avancement attestation de sous traitance...), les règles de nommage et les modalités d'envois (fiche marché) seront précisés lors de la réunion de préparation de chantier (article 12.1.2 du C.C.A.G Travaux).

Le maître d'œuvre établit et adresse directement à l'entrepreneur l'état d'acompte dans un délai de sept (7) jours.

Par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG travaux, la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée (date de signature de l'état d'acompte par le maître d'œuvre) constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes.

Par dérogations aux dispositions des articles 12.4.1 et 12.4.2 du C.C.A.G. travaux, le pouvoir adjudicateur établit le projet de décompte général et le notifie avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 45 jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire,
- 30 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision éventuelle du solde le cas échéant.

Le projet de décompte final ne peut être remis au MOE qu'après établissement du PV des OPR et des propositions de réception du MOE au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur, paie les sommes dues en exécution du marché dans un délai maximal de trente (30) jours conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

Le déclenchement du délai de paiement s'effectue selon les dispositions des articles R. 2192-12 à R. 2192-23 du code de la commande publique.

Délai de vérification des projets de décompte par le maître d'œuvre :

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels ou final, l'établissement des états d'acompte et à leur transmission au maître d'ouvrage est fixé à **7 (sept) jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise ou de la date de réception via l'interface chorus pro onglet factures travaux.

Le taux des intérêts moratoires est fixé par voie réglementaire selon les modalités décrites à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

Article 8 - Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités quel qu'en soit le montant pour l'ensemble du marché.

Remarques : pour les groupements les pénalités seront réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître de l'ouvrage à l'égard des autres entrepreneurs.

D'une façon générale, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG travaux, lorsque le titulaire n'a pas, de son fait, respecté les délais objets du présent article, il encourt sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure et sans qu'il ne soit nécessaire pour le maître d'ouvrage d'inviter, par écrit, le titulaire à présenter ses observations sur les raisons de son retard, des pénalités de retard calculées selon les modalités définies ci-après :

- **Pénalités pour retard dans le délai d'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, il sera appliqué une pénalité journalière de cent cinquante (150) euros hors taxes.

- **Délais et pénalités pour remise des documents fournis pendant la période de préparation**

En cas de retard dans la remise des documents à fournir pendant la période de préparation, une pénalité journalière hors taxes sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Le montant de cette pénalité hors taxes est fixé à cinquante (50) euros par document.

En cas de retard dans la fourniture des attestations d'assurance, il sera appliqué une pénalité journalière hors taxes de cent cinquante (150) euros.

- **Délais et pénalités pour remise des documents pendant l'exécution des travaux**

En cas de retard dans la remise ou la diffusion des documents énoncés ci-après ou au CCTP, une pénalité journalière hors taxes sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Le montant de cette pénalité hors taxes est fixé à cinquante (50) euros par document :

- retard dans la remise ou la diffusion des documents nécessaires à l'ordonnancement ou la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, fiches techniques, etc...),
- retard dans la production des éléments nécessaires à l'élaboration des plannings, la production de justification et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus,
- retard pour la présentation sur le chantier de prototypes ou échantillons de matériaux et matériels,
- retard dans un délai de dix jours calendaires pour le renvoi des ordres de service ; projet de décompte mensuel.

- **Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution**

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, une retenue hors taxes sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G Travaux sur les sommes dues au titulaire. Le montant de cette retenue hors taxes est fixé à cinq mille (5000) Euros.

- **Absence aux réunions de chantier, réunions d'étude et de coordination**

Les comptes rendu de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. A la demande du maître d'œuvre, les réunions de chantier pourront se tenir dans les locaux de l'Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense de Saint-Maixent.

Ces pénalités forfaitaires sont fixées à cent cinquante (150) euros H.T. par absence et à cinquante (50) euros H.T., pour tout retard supérieur à 15 minutes.

• Pénalités pour manquements aux règles de sécurité, d'hygiène, et à la signalisation générale du chantier

Si des mesures de sécurité ou d'hygiène sont jugées nécessaires par le chargé de prévention ou le Coordonnateur SPS, celles-ci devront être mises en application immédiatement ou si elles sont importantes un délai de carence, dont la durée sera précisée, pourra être admis.

Toute récidive ou 1^{er} rappel à une situation jugée à risque entraînera la mise en pénalité du titulaire.

La pénalité hors taxes journalière sera fixée à deux cent cinquante (250) euros à compter de la date de l'accusé de réception de l'ordre de service la prescrivant.

• Pénalités pour manquements aux règles de Nettoyage du chantier

Le refus de l'entrepreneur d'obtempérer aux injonctions du Maître d'œuvre d'avoir à procéder aux tâches de nettoyage qui lui sont imparties, sera sanctionné par une pénalité de cent vingt-cinq (125) euros H.T. par jour calendaire de retard.

Toutes les pénalités et retenues mentionnées au présent article sont cumulables et seront prélevées sur la situation immédiatement postérieure à l'infraction.

Article 9 - Accidents du travail

Le titulaire du marché est informé qu'en cas d'accident, les personnes suivantes sont à prévenir :

- le chef de l'organisme bénéficiaire des travaux,
- le médecin de prévention : le médecin chef de la place,
- le maître d'œuvre.

Article 10 - Organisation administrative

Documents sur le chantier :

L'entreprise tiendra à jour dans le bureau de chantier, un dossier qui sera à la disposition du représentant du maître d'œuvre, et qui contiendra les documents suivants :

- un exemplaire du mode opératoire du chantier, incluant toutes les dispositions réglementaires et particulières ;
- les détails des stratégies de contrôle de l'air et leurs résultats ;
- des registres d'entretien pour les appareils ;
- les détails des notifications aux inspections du travail, CARSAT, et éventuellement autres organismes professionnels ;
- un exemplaire des fiches d'aptitude des dernières visites médicales passées par chaque employé ;
- les fiches d'intervention de chaque personnel (horaires journaliers de travail) ;
- le nom du centre de traitement des déchets de classe 1.

Règlement du chantier :

L'employeur veillera à ce que chaque employé :

- utilise correctement son équipement respiratoire de protection et ses vêtements de protection, et les range dans les endroits prévus ;
- suive soigneusement les procédures exposées dans le mode opératoire de chantier en particulier celles concernant le changement et la décontamination des vêtements ;
- garde propre la zone de travail et collabore aux nettoyages quotidiens ;
- ne boive pas et ne mange que dans les endroits prévus.

Visiteurs ou personnes étrangères au chantier :

Les entrepreneurs feront respecter la réglementation, non seulement envers leurs propres employés, mais aussi, par exemple envers :

- les visiteurs,
- les surveillants du chantier : Maître d'œuvre.

Ceux-ci doivent se conformer sur le chantier aux mêmes règles que le personnel de l'entreprise.

Dossiers médicaux et surveillance du personnel :

Le dossier médical doit au moins comporter l'information suivante :

- nom, prénom, sexe, date de naissance, adresses permanentes, code postal, numéro de sécurité sociale ;
- un dossier sur les activités de l'employé, mentionnant pour chacune les dates de début et de fin et la durée moyenne d'exposition en heure par semaine ;
- un dossier sur ses emplois précédents avec l'amiante ;
- les dates d'examens médicaux.

Les dossiers médicaux de chaque salarié employé sur le chantier seront conservés par les médecins, et l'entreprise quant à elle, conservera les documents du suivi du dossier médical pendant au minimum 30 ans.

Article 11 - Modalités de sous-traitance

Le titulaire du marché public peut, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique.

En application de l'article R. 2193-10 du code la commande publique :

- Pour chaque sous-traitant de premier rang dont le montant du DC4 est **inférieur à 10 %** du montant total du marché, le titulaire devra joindre un projet d'acte spécial, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner visées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique et **une caution bancaire** au nom du titulaire et du montant de l'acte spécial concerné. Pour tout DC4 **supérieur ou égal à 10 %** du montant total du marché, le sous-traitant fera l'objet d'un paiement direct par l'administration.
- Pour chaque sous-traitant de second rang payé par le sous-traitant de premier rang, le sous-traitant de premier rang devra joindre un projet d'acte spécial signé des 3 parties (titulaire du marché, sous-traitant de premier rang et sous-traitant de second rang), une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner visées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique et **une caution bancaire** au nom du sous-traitant de premier rang et du montant de l'acte spécial concerné.

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles R. 2193-1 et R. 2193-3 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant le titulaire remet les attestations d'assurance mentionnées ci-après.

Le titulaire adresse le dossier de sous-traitance en recommandé avec accusé réception ou contre remise de récépissé à l'adresse suivante : USID de Saint-Maixent-Poitiers - Caserne Coiffe - 79400 Saint-Maixent-l'Ecole

Tout acte de sous-traitance dont le dossier administratif ne comporte pas tous les documents demandés ne pourra être agréé par le pouvoir adjudicateur.

Article 12 - Marchés de prestations similaires

Conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité et sans mise en concurrence pourra être passé pour la réalisation de prestations identiques à celles du présent marché.

Article 13 - Intervenants**13.1. Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par le chef de la section gestion du patrimoine de l'USID de Saint-Maixent, qui est chargé d'une mission sur projet (sans études d'exécution) comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les études d'exécution ainsi que les documents des ouvrages exécutés sont à la charge des entreprises.

13.2. Contrôle technique dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique. Ce contrôle est assuré par :

APAVE SUDEUROPE SAS

8 rue Jean Jacques Vernazza

ZAC Saumaty Seon

CS 60193 - 13322 MARSEILLE 06

Le RICT sera remis ultérieurement.

13.3. Mission de coordination sécurité et protection de la santé

Il s'agit d'un marché de coordination SPS, pour une opération de 3^{ème} catégorie, qui résulte de l'application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 portant sur les phases de conception et de réalisation. Cette coordination est confiée à :

Bureau Véritas Construction - bureau d'Angoulême

9 boulevard de Bretagne - 16000 Angoulême

Le PGC sera remis ultérieurement.

13.4. Coordination en matière de système de sécurité incendie

Sans objet.

13.5 Ordonnancement, pilotage et coordination des travaux

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux est assurée par le maître d'œuvre.

Article 14 - Résiliation du marché

Les dispositions du CCAG travaux sont seules applicables.

Article 15 - Dispositions générales

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail :

Responsabilité :

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-2 du code civil.

Assurance de responsabilité civile pendant et après les travaux :

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels, doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Les polices doivent apporter les minimums de garantie définis ci-après :

Pendant les travaux :

Dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre,

Dommages matériels et immatériels :

750 000 € par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000 €.

Après les travaux :

Tous dommages confondus : 1 500 000 € dont dommages immatériels,

Non consécutifs : 75 000 €.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance ainsi que les attestations de ses sous-traitants, répondant aux mêmes conditions de garanties. Il doit adresser ces attestations au maître d'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de sa mission. Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

Mesures d'ordre social :

Application de la réglementation du travail, le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la personne publique, une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seraient autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Article 16 - Réception des ouvrages

Par dérogation aux articles 41.1 à 3 du CCAG Travaux, l'entrepreneur chargé d'aviser le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés est l'entrepreneur titulaire du dernier lot intervenant sur le chantier. Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est de 20 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire du dernier lot intervenant sur le chantier l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette date est postérieure. Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG travaux.

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du C.C.T.P.

Article 17 - Mise à disposition des ouvrages

Toute mise à disposition d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage devra faire l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur notifiée au plus tard 15 jours avant la date de la mise à disposition.

Article 17 Bis - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Sans objet.

Article 18 - Documents fournis après exécution

En plus des documents demandés à l'article 40 du CCAG travaux, l'entrepreneur fournira au maître d'œuvre :

- les documents mentionnés au CCTP,
- tous les plans des ouvrages exécutés, cela dans le but d'obtenir des plans de gestion du patrimoine post chantier conformément aux notices des "plans informatisés" annexées au présent document.

Tout autre logiciel ou format de dessin assisté par ordinateur sera refusé.

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en 4 exemplaires dont un reproductible sur support informatique (dont un exemplaire papier au coordonnateur SPS pour la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO), dans le respect des délais prescrits à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux :

- le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.),
- les documents d'Utilisation, d'Exploitation et de Maintenance (D.U.E.M.),
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur,
- les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A 4.

Article 19 - Garanties contractuelles

Par dérogation aux articles 42 et 44 du CCAG Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement, d'une durée d'un (1) an court à compter de la date de réception des travaux de l'ensemble des lots (lots 1 et 2).

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux :

- si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux ou prestations nécessaires à la levée des réserves émises, en application des articles 41.5 et 41.6 du CCAG travaux ou s'il n'a pas remédié à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre pendant le délai de garantie, ce délai est prolongé sans formalité préalable jusqu'à l'exécution complète desdits travaux ou prestations que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG travaux.

Article 20 - Nantissement ou cession de créances

Il sera adressé à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, aux éventuels cotraitants et sous-traitants payés directement, sur demande écrite, les pièces nécessaires pour le nantissement ou la cession de leurs créances.

Article 21 - Travaux intéressant les Armées

Sans objet.

21.1 Conditions particulières auxquelles est soumise la réalisation du marché **CONTROLE ELEMENTAIRE DES PERSONNES PHYSIQUES**

Un contrôle élémentaire des personnes physiques est requis pour l'accès au site pour le titulaire et les sous-traitants. La fiche de demande de « contrôle élémentaire de la personne physique » est jointe aux documents de la consultation.

21.2 Clause cyber sécurité

Sans objet.

21.3 Dispositions applicables aux documents et support portant la mention « Diffusion Restreinte » désignés à l'annexe 1 du présent CCAP

Sans objet.

Article 22 – Clauses sociales, environnementales, économies d'énergie**22.1 Emploi de personnes en difficulté d'insertion - Clauses sociales**

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

22.2 Clauses environnementales

Sans objet.

22.3 Clause pour les Certificats d'Economie d'Energie (CEE)

Sans objet.

Article 23 - Procédure de recours

En cas de différend entre le titulaire et le maître d'œuvre, il sera fait application de l'article 55 du CCAG Travaux.

Article 24 - Dérogations au CCAG Travaux

- dérogation aux dispositions de l'article 14.3 apportée par l'article 1 relatif au montant du marché,
- dérogation aux dispositions de l'article 4.1 apportée par l'article 4 concernant l'appellation et l'ordonnancement des pièces contractuelles du marché,
- dérogation à l'article 12.2 apportée par l'article 6, les primes, pénalités et indemnités ne sont pas actualisées,
- dérogation aux dispositions de l'article 9.4.2 apportées par l'article 6 concernant le mois d'établissement des prix du marché,
- dérogation aux dispositions de l'article 10.4 apportée par l'article 7, l'acompte sur approvisionnement n'étant pas prévu,
- dérogation aux dispositions de l'article 12.1.8 apportée par l'article 7 du C.C.A.P, la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes,
- dérogation aux dispositions des articles 12.4.1 et 12.4.2 apportée par l'article 7 du C.C.A.P, le pouvoir adjudicateur établit le projet de décompte général et le notifie avant la plus tardive des deux dates ci-

après : 45 jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire, soit 30 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision éventuelle du solde le cas échéant,

- dérogation à l'article 19.2.1 et à l'article 19.2.3 apportée par l'article 8, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités quel qu'en soit le montant pour l'ensemble du marché et les taux appliqués sont différents de 1/3000^{ème},
- dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG travaux apportée par l'article 8, dans le cas où le titulaire n'a pas, de son fait, respecté les délais, il encourt des pénalités sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure et sans qu'il soit nécessaire pour le maître d'ouvrage d'inviter, par écrit, le titulaire à présenter ses observations sur les raisons de son retard,
- dérogation aux dispositions de l'article 44.2 apportée par l'article 19, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux,
- dérogation aux articles 41.1 à 3, apportées par l'article 16, l'entrepreneur chargé d'aviser le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés est l'entrepreneur titulaire du dernier lot intervenant sur le chantier,
- dérogations aux dispositions des articles 42 et 44 apportées par l'article 19, le délais de garantie de parfait achèvement court à compter de la date de réception de l'ensemble des travaux (lots 1 à 2).

SIGNATURE ELECTRONIQUE

- après avoir pris connaissance du présent document ;
- et après avoir produit les certificats, documents et attestations visés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du code de la commande publique,

mon offre m'engage pour la durée de validité des offres indiquée au C règlement de la consultation.

A , le

C. REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique.

Le délai pendant lequel les candidats restent engagés par leurs offres est de **six (6) mois** à compter de la date limite de remise des offres.

En cas de groupement, la forme imposée après l'attribution sera le groupement solidaire.

Les travaux sont répartis en deux (2) lots **traités par marchés séparés** répartis en sections techniques :

Numéro de lot	Intitulé du lot	Sections techniques	Désignation de la section technique
1	Retrait de matériaux amiantés et plombifères	ST n° 1 (art 16)	Retrait de matériaux plombifères
		ST n°2 (art 17)	Retrait de matériaux amiantés
2	Tous corps d'état	ST n°1 (art 16)	Gros-œuvre
		ST n°2 (art 17)	Electricité
		ST n°3 (art 18)	Menuiseries intérieures
		ST n°4 (art 19)	Menuiseries extérieures
		ST n°5 (art 20)	Revêtement de sol
		ST n°6 (art 21)	Faux-plafond
		ST n°7 (art 22)	Peinture
		ST n°8 (art 23)	Chauffage
		ST n°9 (art 24)	Sécurité incendie

Chaque lot est réalisé en une seule tranche d'exécution.

Les candidats pourront présenter une offre pour un seul lot ou une offre distincte pour chacun des deux lots.

C1 - Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation qui seront adressées (date d'enregistrement de la lettre d'envoi de l'additif modificatif) à tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises, au plus tard, (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, dans les conditions prévues à l'article R. 2151-4 du code de la commande publique, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date de remise des offres.

C2 - Négociation

Après analyse des offres, et sous réserve d'un nombre suffisant de candidats, le pouvoir adjudicateur (P.A) se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation avec les 3 candidats les mieux classés.

Le pouvoir adjudicateur pourra attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Il pourra se faire communiquer les sous-détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'il estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

A l'issue des négociations éventuelles, il sera demandé à l'ensemble des candidats de remettre leur offre définitive telle qu'elle en résulte. Ces offres seront analysées et classées selon les mêmes modalités que celles décrites ci-dessus.

C3 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires (techniques, administratifs et autres) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, **au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres**, une demande dématérialisée via la Plateforme des achats de l'Etat sur le site www.marches-publics.gouv.fr

C4 - Visite du site

Les entreprises devront prendre contact, au minimum 96H avant la date de la visite des lieux souhaitée, auprès de l'ADJ ADRIEN, par téléphone au : 05 49 76 83 21 - 06 43 28 30 29 et ou par courriel : marc.adrien@intradef.gouv.fr

Une attestation de visite des lieux leur sera délivrée, signée d'un représentant du service, et sera jointe à l'offre.

Toute offre remise par un candidat n'ayant pas effectué cette visite sera rejetée.

C5 - Contenu des plis

La remise des plis par voie électronique est obligatoire.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Toutefois les offres en langues étrangères accompagnées d'une traduction en français seront recevables.

Le candidat est informé que l'administration conclura le marché dans l'unité monétaire suivante "EURO".

La présente consultation est éligible au dispositif d'un Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour produire sa réponse, le candidat peut choisir de bénéficier des fonctionnalités offertes par le service DUME ou opter pour le dispositif "classique" en utilisant la « lettre de candidature DC1 » et la « déclaration du candidat DC2 » ou des documents équivalents.

Quel que soit le dispositif retenu, les documents relatifs à la candidature et à l'offre doivent contenir l'ensemble des éléments demandés aux articles C5.1 et C5.2.

La signature de l'offre au moyen d'un certificat de signature électronique par les candidats **est facultative** lors du dépôt du pli sur PLACE.

En cas de groupement, l'ensemble des éléments de candidature demandés dans les avis précités doit être transmis pour chaque membre du groupement.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs et moyens de preuve lorsque l'acheteur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel (API) ou un espace de stockage numérique (coffre-fort numérique), à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

En outre, les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables, même si celui-ci ne l'a pas expressément prévu. Dans ce cas, ils peuvent indiquer dans leur candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis (dispositif dites-le nous une fois ou DLNUF).

Afin de contribuer à la réduction de la charge administrative pesant sur les entreprises, les acheteurs du ministère des Armées disposent de l'API-entreprise via le profil d'acheteurs PLACE. Dans ce cadre, et conformément à l'article 1 du décret 2019-33 du 18 janvier 2019, l'administration peut obtenir les documents suivants :

- l'attestation de régularité fiscale émanant de la direction générale des finances publiques ;
- les attestations de régularité sociale et de vigilance délivrées par les organismes chargés du recouvrement des cotisations sociales ;
- la carte professionnelle d'entrepreneur des travaux publics délivrée par la fédération nationale des travaux publics ;
- le certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail délivrée par l'association de gestion de fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés.

En cas d'impossibilité de se procurer les certificats ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demandera communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue. Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

C5.1 contenu du pli électronique relatif à la candidature

Les candidatures devront contenir les documents suivants tout en respectant le nommage des fichiers informatiques tel que précisé ci-dessous :

Contenu des documents relatifs à la candidature	Nommage du fichier informatique
	DOSSIER CANDIDATURE
Dans le cadre du dispositif DUME :	
- le formulaire DUME renseigné (format.XML uniquement)	. DUME
Hors dispositif DUME :	
- le formulaire DC1 renseigné,	. DC1
- le formulaire DC2 renseigné,	. DC2
- les pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société au titre de la consultation ou un extrait K ou K bis,	. KBIS-Pouvoirs

Pièces communes dispositif DUME ou hors DUME :	
- la copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,	. Jugement
- les certificats de qualifications mentionnés ci-après ou équivalents : Qualibat 1552 « traitement de l'amiante »,	. Qualifications
- liste de 5 références maximum de travaux (cf. 5 fiches ci-jointes à compléter) de nature et d'importance équivalentes exécutés au cours des 5 dernières années assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces travaux devront avoir été réalisés par la société en charge de l'exécution du marché et non son siège social le cas échéant.	. Références . Attestations

La capacité de l'entreprise peut être apportée par tous les moyens, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence du candidat à réaliser la prestation pour laquelle il concourt.

NB : L'acheteur se réserve la possibilité d'exclure de la procédure de la présente consultation, les candidats relevant des exclusions mentionnées aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

C5.2 contenu du pli électronique relatif à l'offre

Un projet de marché comprenant les documents suivants tout en respectant le nommage des fichiers informatiques tel que précisé ci-dessous :

Contenu des documents relatifs à l'offre	Nommage du fichier informatique
	DOSSIER OFFRE
Pièces communes dispositif DUME ou hors DUME :	
- le présent document rempli valant acte d'engagement et cahier des clauses administratives particulières,	. AE
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire renseignée,	. DPGF
- un Devis Descriptif et Estimatif Détaillé (D.D.E.D) à l'entête de l'entreprise ; la fourniture de ce document ne donnera pas lieu au versement d'une prime,	. DDED
- un RIB de l'entreprise,	. RIB
- un mémoire technique (20 pages maximum) précisant les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux. Ce mémoire devra répondre en tous points aux sous-critères de la valeur technique (article C.10 du présent règlement de la consultation),	.Mémoire technique
- toutes remarques utiles, après prise de connaissance du C.C.T.P, à la bonne réalisation des ouvrages,	. Remarques
- l'attestation de visite des lieux.	.Visite lieux

TOUTE OFFRE QUI NE COMPORTE PAS L'ACTE D'ENGAGEMENT AINSI QUE LA D.P.G.F ENTIEREMENT COMPLETES SERA REJETEE.

C6 - Modalité de remise des plis

En application des articles R 2132-2 et R 2132-3 du code de la commande publique, les communications et échanges d'informations effectués dans le cadre de la procédure de passation du marché sont réalisés par voie électronique.

Ainsi, le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant l'heure et la date limite indiquée en page de garde du présent document. Tout pli envoyé sous un autre support (télécopie, messagerie...) que celui du profil d'acheteur (PLACE) verra son offre jugée irrégulière au sens de l'article L.2152-2 du code de la commande publique.

Le dépôt papier n'est pas autorisé.

En conformité avec l'article R. 2151-6 du code de la commande publique et sans préjudice des dispositions prévues à l'article R. 2132-11 du même code, relatives à la copie de sauvegarde, les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent document ne seront pas retenus.

ENVOI ELECTRONIQUE

Modalités de dépôt des plis :

Les soumissionnaires répondant sous forme dématérialisée devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de la procédure dématérialisée.

Les formats de fichiers informatiques compatibles que la personne publique peut lire sont :

- les formats PDF, DOC, XLS, PPT, ODT, ODP ainsi que les formats d'image JPG, PNG, HTML.

Le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse tels que :

- formats exécutables : EXE, COM, SCR...
- les « macros »,
- les ActiveX, APPLETS, scripts, etc.

Les fichiers composant le dépôt des candidats seront désignés conformément aux prescriptions des articles C5.1 et C5.2 du règlement de consultation, les **caractères spéciaux et les accents étant à proscrire**.

Copie de sauvegarde :

Le candidat qui répond par voie électronique, a la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (ex : clés USB...) dans les délais impartis pour la remise des offres.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- « copie de sauvegarde »
- Intitulé de la consultation
- Numéro de la consultation (DAF)
- Nom ou dénomination du candidat
- N° SIRET.

Les documents figurants sur ce support peuvent être signés.

Lorsque l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document reçu par voie électronique ne doit pas être utilisé : la copie de sauvegarde se substitue au document initial. Elle devient la candidature – ou l'offre – principale, qui se substitue complètement au document arrivé hors délai ou qui n'a pu être ouvert.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

Le candidat qui **envoie** sa copie de sauvegarde le fait à l'adresse suivante : **ESID de Bordeaux – Bureau achats - Caserne Nansouty - 223 rue de Bègles - CS 21152 - 33068 Bordeaux cedex.**

Le candidat qui **dépose** sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante : **ESID de Bordeaux – Bureau achats - 9 rue de Cursol – 33000 Bordeaux, du lundi au jeudi de 8 h 30 à 17h 00 et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 00.**

Antivirus :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Modalité de signature électronique :


Un fichier compressé signé ne vaut pas signature des documents contenus dans ce fichier. En cas de fichier compressé, quel que soit le format (.ZIP, .7z), tout document devant être signé devra l'être avant de procéder à la compression du fichier.

Une signature manuscrite scannée ne donne pas la qualité d'original à ce document. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de disposer d'un environnement informatique suffisant pour être compatible avec certaines fonctions sensibles : signature électronique, chiffrement, téléchargement de fichiers parfois volumineux, durée d'acheminement des plis électroniques.

Le temps d'appropriation de l'application ne peut être invoqué pour justifier un retard dans une opération de remise de réponse sous forme dématérialisée.

La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Rappel : Indépendamment du dispositif choisi (DUME  ou hors DUME) les offres peuvent être **remises sans signature**, seule l'offre de l'attributaire pressenti devra être **signée avant la notification du marché**.

Après analyse des plis, le pouvoir adjudicateur informera le candidat présumé attributaire. Celui-ci devra alors procéder à la signature électronique de son pli, s'il ne l'a pas signé lors du dépôt, dans un

délai de 5 jours calendaires en utilisant un certificat de signature électronique conforme aux exigences du règlement européen eIDAS.

Ce délai de 5 jours calendaires débute à la date d'envoi de la demande de signature électronique transmise par le Pouvoir Adjudicateur via la PLACE au présumé attributaire.

Si le présumé attributaire ne fournit pas son pli signé dans le délai requis, le Pouvoir Adjudicateur considérera son pli irrégulier et passera à la société suivante dans l'ordre de classement après jugement des plis.

C'est pourquoi, nous vous conseillons fortement de disposer d'un certificat de signature électronique dès le dépôt du pli sur la Plateforme des achats de l'Etat.

Attention ! Il faut compter un délai de 15 jours à 5 semaines pour obtenir un CSE.

Les documents du marché transmis par voie électronique, sont signés électroniquement selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire,
- à l'outil de signature.

Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire :

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n ° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1^{er} cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/>

-Liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/trust-services-and-eid>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, le signataire n'a aucun justificatif à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2^{ème} cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet gratuitement lors du dépôt de document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique prévue à l'article 6 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Justificatifs de conformité à produire :

La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé, le signataire transmet la preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...

Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

En application des dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, il est possible d'utiliser un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificats conformes au référentiel général de sécurité ou RGS) et ce jusqu'au terme de sa validité.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers :

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix. S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur (PLACE), cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés à l'article 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

C7 - Date limite de remise des offres

La date limite de remise des offres est mentionnée en **page de garde** du présent document.

C8 - Attribution et notification

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat attributaire en titulaire.

L'offre remise ne comportant pas obligatoirement la signature du candidat, il convient de régulariser la situation avant attribution et de procéder en 2 étapes :

- **1ère étape** : une version électronique du marché est transmise au candidat présumé attributaire via la PLACE afin d'apposer sa signature électronique.

Celui-ci dispose d'un délai de 5 jours calendaires à compter de la demande du pouvoir adjudicateur envoyée via la PLACE pour signer électroniquement le marché.

Dans l'hypothèse d'une incapacité du candidat à produire la proposition de marché signée dans le délai imparti, le candidat présumé attributaire verra son offre déclarée irrégulière et le candidat

suyant (n°2 du classement) se verra proposer le marché pour signature. La même procédure sera appliquée en cas d'empêchement du nouveau candidat.

- **2ème étape** : une version électronique du marché comportant la signature du candidat et celle du pouvoir adjudicateur sera transmise au candidat via la PLACE pour notification. La date d'accusé de réception de PLACE constituera la date de notification du marché.

C9 – Assistance à la disposition des entreprises sur PLACE

Tous les échanges avec le pouvoir adjudicateur se feront obligatoirement via la **Plateforme des achats de l'Etat (PLACE)** sur le site www.marches-publics.gouv.fr

Le candidat doit s'assurer de sa capacité à remettre son offre :

Les paramètres à prendre en compte par le candidat sont : les capacités techniques de son matériel (tester la configuration de son matériel informatique), le type de raccordement à Internet et le trafic sur le réseau internet qui peuvent considérablement augmenter le délai moyen de téléchargement.

Les frais d'accès :

Les frais d'accès au réseau et à l'obtention d'un certificat de signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

La boîte aux lettres du candidat (BAL) :

Attention : certains serveurs de messagerie présents dans le système informatique des candidats peuvent filtrer des envois venant de la plate-forme PLACE. Les candidats doivent être vigilants sur ce point et vérifier également que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigées vers les « *courriers indésirables* ».

Manuel d'utilisation :

Un manuel d'utilisation est disponible sur le site afin de faciliter l'utilisation de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site.

Difficultés :

En cas de difficultés sur la Plate-forme des AChats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise à la disposition des entreprises au 01.76.64.74.07. Les courriels d'assistance (uniquement en cas d'indisponibilité de l'assistance téléphonique) sont également possibles à l'adresse : place.support@atexo.com

En cas de difficulté à contacter atexo, le candidat pourra contacter :

Le référent PLACE de l'ESID : 05.57.85.15.86

C10 - Critères de jugement des offres

En application de l'article R. 2151-8 du code de la commande publique, les variantes ne sont pas autorisées.

Le jugement des offres sera effectué selon les critères suivants :

1 - Le prix des prestations pour 70 points :

Les points sont calculés selon la formule $70 \times \frac{\text{offre moins-disante}}{\text{offre candidat}}$

2- La valeur technique pour 30 points :

Sous critère 1 :

Descriptif des moyens humains mis en place pour le management et l'exécution du marché : **07 points :**

- Profil des intervenants / qualification / expériences / localisation/continuité de service, remplacement du responsable des travaux, dimensionnement et volumes horaires des équipes mises en place...

Sous critère 2 :

Dispositions relatives à la qualité, la sécurité et à l'environnement : **08 points**

- dispositions prises pour limiter les impacts environnementaux et nuisances liés à l'exécution des prestations, gestion des déchets (un SOSED et un SOPRE seront mis en place tout au long des travaux avec l'ensemble des étapes détaillées. Le SOSED comprendra les engagements pris par l'entreprise concernant la gestion des déchets de chantier. Il précisera les conditions de gestion de ces déchets sur le chantier, les modes de transports, les lieux d'évacuation et les méthodes de suivi). **(4 points)**

Dispositions prises pour assurer l'hygiène et la sécurité lors des travaux **(4 points) :**

- un PPSPS est attendu. Il comprendra : les renseignements généraux sur l'entreprise, les acteurs du chantier et la nature des travaux à réaliser, l'organisation des secours, les installations de chantier notamment en matière d'hygiène et de conditions de travail, les modes opératoires et mesures de prévention des risques professionnels.

Sous critère 3 :

Solution technique : 15 points

- Note technique détaillée concernant l'opération. Cette note permet au RPA d'apprécier à la fois la pertinence et la qualité technique de la solution proposée par le candidat au regard des éléments du CCTP. Le candidat joint dans cette note technique tout élément qui permet de présenter, expliquer et justifier la solution qu'il propose.

Cette fiche sera limitée à 1 recto-verso A4 (police de caractères 11) par item.

- Cette note technique détaillée concernant l'opération doit intégrer les éléments suivants :
 - exemple de plans de retrait des matériaux amiantés comprenant les démarches administratives **(5 points) ;**
 - les installations de chantier, les mesures de protections collectives ou individuelles, le traitement des déchets, ainsi que le ou les procédés du retrait des matériaux amiantés accompagnés d'une note d'explication d'exécution **(5 points) ;**
 - le ou les méthodes utilisées pour les mesures ou relevés contradictoires pendant toutes les phases de retrait des matériaux amiantés (début, pendant, fin par rotation) accompagnées d'une note d'explication d'exécution ; méthode utilisée pour le retrait des revêtements plombifères **(5 points) .**

Méthodologie de répartition des points :

Pas de réponse fournie : 0 pt

Présentation sommaire répondant aux attentes du PA de manière peu satisfaisante : un quart des points à répartir

Présentation sommaire répondant aux attentes du PA de manière satisfaisante : la moitié des points à répartir

Présentation complète et détaillée répondant aux attentes du PA de manière très satisfaisante : la totalité des points à répartir .

Le nombre de points attribués au candidat pour la valeur technique correspond au résultat fourni par la formule suivante :

Note candidat = $30 \times \frac{\text{note attribuée au candidat}}{\text{Meilleure note}}$

La note finale de chaque soumissionnaire est constituée par la somme du :

- nombre de points pour le critère « prix »,
- nombre de points pour le critère « valeur technique ».

C11 - Voie de recours relative à la consultation :

L'instance chargée des procédures contentieuses est le Tribunal Administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet - 33000 BORDEAUX - Tel : 05 56 99 38 00.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le Greffe du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Dressé par

A Bordeaux, le

15 mch. 2021

L'ingénieur en chef 1^{ère} Bruno PINCZON du SEL
directeur des opérations de l'établissement du service
d'infrastructure de la défense de Bordeaux

